



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

**Unité départementale
du Havre**
Équipe territoriale

Le Havre, le 20/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/09/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PASSIV'OUEST
2 AVENUE DU BADE-WURTEMBERG
57380 FAULQUEMONT

Références : 20220921_VI_PASSIV'OUEST_Action TS

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/09/2022 dans l'établissement PASSIV'OUEST implanté, Parc des Alizés 5372 voie des Colverts BP 143 – 76430 SANDOUVILLE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été effectuée dans le cadre d'une action nationale concernant les entreprises de traitement de surface.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PASSIV'OUEST
- Parc des Alizés 5372 voie des Colverts BP 143 – 76430 SANDOUVILLE
- Code AIOT dans GUN : 0005801088
- Régime : Autorisation
- Activité principale : Nettoyage et préparation (passivation) de pièces métalliques

PASSIV'OUEST est spécialisée dans le traitement de surface des métaux. Ces traitements comprennent le nettoyage, dégraissage, décapage et passivation en immersion ou pulvérisation de l'inox et de l'acier carbone.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risque incendie
- Captation des émissions atmosphériques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à transmettre une lettre de suite préfectorale ou à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Aspiration	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 25	/	Sans objet
7	Nomenclature des ICPE	Code de l'environnement, article annexe 4 à l'article R. 511-9	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Désenfumage – Dimensionnement des DEFNC	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II	/	Sans objet
2	Installations électriques – chauffage des bains	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I	/	Sans objet
3	Moyens de lutte incendie – entretien	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	/	Sans objet
4	Confinement des eaux incendie – organes de commande	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	/	Sans objet
5	Installations électriques – entretien et vérification	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17	/	Sans objet

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence deux écarts réglementaires :

- Le site ne dispose pas de système de captation des émissions atmosphériques alors que le document BREF relatif à l'activité de traitement de surface précise que certains procédés (dont au moins un utilisé par l'exploitant) nécessite la mise en place d'une captation. L'exploitant doit étudier la mise en place d'un tel système.
- D'après les inventaires transmis par l'exploitant, au moins une rubrique ICPE doit être ajoutée au classement du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : DEFNC (Dispositif d'Évacuation Naturelle de Fumée et de Chaleur)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II
Thème(s) : Actions nationales 2022, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : Ces dispositifs doivent être à commande automatique et manuelle. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.
Constats : L'exploitant a transmis un rapport de vérification des trappes de désenfumage daté du 06/01/2022. Ce document indique le bon état de fonctionnement des exutoires (commande manuelle et commande automatique). La commande d'ouverture manuelle est placée à proximité de l'accès au bâtiment principal accueillant les cuves de traitement de surface.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Installations électriques – chauffage des bains

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I
Thème(s) : Actions nationales 2022, Installations électriques
Prescription contrôlée : Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage.
Constats : L'exploitant ne dispose pas de cuves chauffées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Moyens de lutte incendie – entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10
Thème(s) : Actions nationales 2022, Moyens de lutte
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.
Constats : L'exploitant a transmis un rapport de vérification des extincteurs présents sur le site daté du 01/12/2021. Ce document indique que 4 extincteurs ont été reformés. Un devis signé atteste du remplacement de ces extincteurs Un poteau incendie est présent sur la voie publique à proximité de l'entrée du site (environ 30 mètres). L'exploitant dispose d'un justificatif de la vérification de ce poteau incendie en date du 19/02/2009. Ce document indique un débit de 120 m ³ /h pour ce poteau incendie. Observation : L'exploitant doit effectuer une demande auprès de la Mairie de SANDOUVILLE afin d'obtenir une vérification plus récente (moins de 3 ans) du débit de ce poteau incendie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Confinement des eaux incendie – organes de commande

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9
Thème(s) : Actions nationales 2022, Confinement des eaux incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. Elles ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, un traitement approprié. En tout état de cause, l'installation comportant des stockages de substances très toxiques, définies par l'arrêté du 20 avril 1994 susvisé, ou préparations très toxiques, définies par l'arrêté du 9 novembre 2004 susvisé, en quantité supérieure à 20 tonnes, ou toxiques en quantité supérieure à 100 tonnes est équipée d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent. Le volume de ce bassin est déterminé au vu de l'étude de dangers. En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m ³ par tonne de produits visés au deuxième alinéa ci-dessus et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement est retenue. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.
Constats : L'exploitant ne dispose pas de bassin de confinement. Néanmoins, l'inspection a pu constater que le site dispose de dos d'âne (à l'entrée du site et au niveau de la zone de pompage) permettant de créer une rétention. L'exploitant n'est pas en mesure d'indiquer la capacité de rétention exacte du site. Le site dispose d'une vanne de sectionnement. Son fonctionnement n'a pas été vérifié car la vanne n'est pas visible. <u>Demande n°1 : L'exploitant justifiera avant fin mars 2023 du volume de confinement disponible et du bon fonctionnement de la vanne de sectionnement.</u>
Type de suites proposées : Lettre préfectorale de suite

N° 5 : Installations électriques – entretien et vérification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont entretenues en bon état et vérifiées
Constats : L'exploitant a transmis un rapport de vérification des installations électriques daté du 14/01/2022. Toutes les observations présentes sur ce document ont fait l'objet d'une intervention consignée dans le registre de sécurité de l'exploitant en date du 09/03/2022.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Aspiration

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 25
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les émissions atmosphériques (gaz, vapeurs, vésicules, particules) émises au-dessus des bacs doivent être, si nécessaire, captées au mieux et épurées avant rejet à l'atmosphère afin de respecter les valeurs limites définies à l'article 26 du présent arrêté. L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe, le cas échéant, le débit maximal rejeté. Les systèmes de captation sont conçus et réalisés de manière à optimiser la captation des gaz ou vésicules émis par rapport au débit d'aspiration. Les systèmes séparatifs de captation et de traitement des produits incompatibles sont séparés afin d'empêcher leur mélange.
Constats : L'exploitant a indiqué ne pas disposer de système d'aspiration. L'obligation de captation des émissions atmosphérique est nécessaire pour certains procédés et produits utilisés. D'après le tableau 5.3 "solutions et activités pouvant nécessiter la prévention d'émissions fugaces" du document de référence sur les meilleures techniques disponibles "Traitement de surface des métaux et matières plastiques" (Août 2006), le procédé de décapage à l'aide d'acide nitrique contenant de l'acide fluorhydrique nécessite la mise en œuvre d'un système d'extraction. Ce procédé de décapage est utilisé par l'exploitant. <u>Demande n°2 :</u> L'inspection demande à l'exploitant de réaliser, <u>avant fin février 2023</u> , une étude pour la mise place d'une captation des émissions atmosphériques pour les procédés le nécessitant.
Type de suites proposées : Lettre de suite préfectorale

N° 7 : Nomenclature des ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article annexe 4 à l'article R. 511-9
Thème(s) : Situation administrative (rubrique 4130)
Prescription contrôlée : <i>(rubrique créée par le Décret n° 2014-285 du 3 mars 2014, article 4)</i> 4130 - Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 10 t (Autorisation) b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t (Déclaration)
Constats : D'après l'inventaire des produits utilisés sur le site, l'inspection constate que l'exploitant doit demander au minimum le classement de son établissement au titre de la rubrique 4130 (Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation) de la nomenclature des ICPE (environ 22 m³ de produits identifiés par la mention de dangers H331 – Toxique par inhalation). <u>Demande n°3 :</u> L'exploitant doit transmettre <u>avant fin décembre 2022</u> , une mise à jour de son classement au titre des rubriques 4000 de la nomenclature des ICPE.
Type de suites proposées : Lettre préfectorale de suite